ÉTATS-UNIS : ALLÉGATIONS DE FRAUDE ÉLECTORALE

Getty Images

APRÈS LES RÉSULTATS de l'élection américaine du 3 novembre, de nombreuses allégations crédibles d'irrégularités de vote ont été remontées sous forme de déclarations sous serment et d'autres éléments de preuve. Voici ci-dessous un aperçu de certaines de ces informations actuellement connues.

LES BULLETINS DE VOTE ENVOYÉS PAR LA POSTE

Cette année, les bulletins de vote par correspondance ont été largement adoptés par certains États en réponse à l'épidémie de virus du PCC. Jusqu'à présent, un électeur devait demander un bulletin de vote par correspondance et faire vérifier son identité par un témoin pour pouvoir voter par correspondance. Cette année, 9 États ainsi que le district de Columbia ont envoyé des bulletins de vote par la poste à toutes les personnes inscrites sur leurs listes électorales, tandis que d'autres ont suspendu l'obligation de la présence d'un témoin.

ASSOUPLISSEMENT DES RÈGLES RELATIVES AUX ENVOIS PAR VOIE POSTALE

Dans de nombreux États, des démocrates ont intenté des procès pour assouplir les mesures de sécurité relatives aux bulletins de vote par correspondance, telles que les obligations de signature et de témoin, et, dans certains cas, afin de permettre aux bulletins de vote par correspondance d'arriver après l'élection.

DES OBSERVATEURS DE SCRUTIN BLOQUÉS

Les observateurs chargés de surveiller le déroulement des scrutins dans des États tels que la Pennsylvanie et le Michigan ont affirmé qu'ils ont été empêchés de surveiller correctement le dépouillement des bulletins. Dans certains cas, on leur a demandé de se tenir si loin en arrière à tel point qu'ils devaient utiliser une paire de jumelles pour pouvoir observer le dépouillement des bulletins de vote. Certains observateurs ont été obligés de rester à l'extérieur.

LES SYSTÈMES DE VOTE ÉLECTRONIQUE

Les machines de vote, qui utilisent des technologies obsolètes, sont exposées au piratage informatique. Deux des principales entreprises qui produisent les machines de vote aux États-Unis, Dominion et Election Systems & Software LLC, dépendent de matériel informatique de fabrication chinoise, ce qui rend les machines particulièrement fragiles. Une autre société, Smartmatic, entretient des liens douteux avec des pays étrangers, notamment le Venezuela.

INFLUENCE ÉTRANGÈRE POTENTIELLE

Le Parti communiste chinois (PCC) a beaucoup à gagner dans une présidence de Joe Biden, avec lequel Xi Jinping a entretenu des relations étroites au fil des années. En outre, la famille Biden a tiré profit des accords commerciaux conclus en Chine, y compris avec des membres du PCC. Grâce à ses médias d'État, le PCC a apporté son soutien à Joe Biden.

MÉDIAS ET GRANDES ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES

Les médias et les grandes entreprises technologiques telles que Facebook et Twitter n'ont pas tardé à déclarer Joe Biden président élu, malgré les contestations judiciaires en cours. Ensuite, ils ont considéré tout ce qui allait dans le sens contraire de leur affirmation comme des informations fausses ou trompeuses, y compris les tweets du président Donald Trump.

4 ANS DE LUTTE CONTRE TRUMP

Les allégations actuelles de fraude électorale arrivent après 4 années d'efforts pour chasser Donald Trump du pouvoir, d'abord par le faux récit de la collusion avec la Russie, puis par un procès en destitution.

BULLETINS DE VOTE

98 % POUR BIDEN

Dans une déclaration sous serment déposée en Géorgie, une observatrice du scrutin, forte de 20 ans d'expérience, a déclaré avoir été surprise de trouver des lots de bulletins « vierges » lors du recomptage organisé par l'État et a noté que *« les inscriptions portées par les candidats sur ces bulletins étaient inhabituellement uniformes »*. Selon son observation, *« environ 98% de ces bulletins de vote étaient en faveur de Joe Biden »*.

DES MARQUES NOIRES PARFAITES

Plusieurs membres du personnel électoral en Géorgie ont affirmé dans des déclarations sous serment que pendant le recomptage, ils ont constaté que des bulletins de vote contenaient des marques de sélection *« parfaitement élaborées »*. *« Les bulletins comportaient tous une coche noire, et ils étaient tous pour Biden »*, a déclaré un observateur. Selon cet observateur, lorsque les employés ont examiné les bulletins de vote, le nom de Biden a été prononcé *« plus de 500 fois de suite »*.

AUCUNE VÉRIFICATION DE SIGNATURE

Les employés des bureaux de vote du Michigan et de la Géorgie ont déclaré qu'aucun effort n'avait été fait pour vérifier les signatures sur les enveloppes des bulletins de vote par correspondance. À Détroit, une employée du bureau de vote a affirmé dans une déclaration sous serment qu'on lui avait demandé de ne pas exiger de pièce d'identité lorsque des électeurs sont arrivés pour voter sur place.

DES DIZAINES DE MILLIERS DE BULLETINS DE VOTE SONT ARRIVÉS PENDANT LA NUIT

Des dizaines de milliers de bulletins de vote non scellés et non sécurisés sont arrivés dans des véhicules immatriculés hors de l'État dans le comté de Wayne, situé dans le Michigan, à 4h30 du matin, le lendemain du jour du scrutin, selon une déclaration sous serment établie par un membre du personnel électoral. *« J'ai remarqué que tous les bulletins de vote que j'ai pu observer étaient destinés à Joe Biden »*, a précisé le membre du personnel électoral.

DES BULLETINS COMPTÉS À PLUSIEURS REPRISES

Sept témoins de l'État du Michigan affirment dans des déclarations sous serment avoir vu les mêmes bulletins de vote passer plusieurs fois dans les machines à dépouillement. Un candidat républicain a vu une pile de 27 bulletins - dont les numéros étaient recouverts de ruban adhésif - passer dans une machine à dépouillement à cinq reprises différente

BULLETINS DE VOTE ANTIDATÉS

Une employée de la ville de Détroit a signé une déclaration sous serment affirmant qu'elle avait reçu l'ordre d'antidater des bulletins de vote envoyés par la poste et de ne pas chercher de défauts sur les bulletins. En Pennsylvanie, une analyse de la base de données des électeurs montre que plus de 51.000 bulletins de vote ont été identifiés comme retournés le lendemain de leur envoi - un exploit extraordinaire, compte tenu des délais de distribution des services postaux américains - alors que près de 35.000 bulletins ont été retournés le jour même de leur dépôt. Plus de 23.000 autres bulletins ont été retournés à une date antérieure à leur date d'envoi.

VOTES COMPTÉS APRÈS LA DATE LIMITE

Le 17 septembre, la Cour suprême de Pennsylvanie a décidé de laisser les responsables électoraux prendre en compte tous les bulletins de vote par correspondance, y compris les bulletins de vote par procuration, jusqu'à trois jours après l'élection du 3 novembre. Cependant, le 6 novembre, le juge Samuel Alito de la Cour suprême des États-Unis a ordonné aux responsables électoraux de Pennsylvanie de séparer les bulletins de vote arrivés après le jour du scrutin

OBSERVATEURS DU SCRUTIN BLOQUÉS

Les observateurs républicains de Philadelphie, Détroit et d'autres grandes villes affirment qu'ils ont été empêchés de surveiller correctement le déroulement du scrutin et le dépouillement des bulletins de vote. Ils expliquent qu'on leur a demandé de s'éloigner si loin qu'ils ne pouvaient plus voir ce qui se passait, ou encore que dans certains cas, les bulletins de vote ont été manipulés dans des salles où ils n'avaient pas accès. D'autres observateurs ont déclaré qu'on leur avait refusé l'accès à des salles malgré leurs qualifications. Selon Rudy Giuliani, avocat de Donald Trump, rien qu'en Pennsylvanie, plus de 682.000 bulletins de vote par correspondance ont été enregistrés *« sans qu'aucun républicain n'ait pu les observer »*. Un employé d'un bureau de vote de Philadelphie a déclaré que la grande majorité des bulletins de vote par correspondance ont été traités *« à une distance de 4,5 à 60 mètres de nous »*. Il a déclaré qu'*« il était impossible pour ... un observateur de voir ce que les employés faisaient avec précision »* et que *« les observateurs ne pouvaient contester aucune des décisions prises sur le traitement de ces bulletins de vote par correspondance »*.

ABSENCE OU LAXISME DE VÉRIFICATION DE LA SIGNATURE

Un procès intenté en Géorgie le 30 novembre indique que *« la vérification des signatures a diminué puisque certains comtés n'ont pas contrôlé les signatures manquantes et non concordantes et les bulletins de vote non signés sous serment, comme l'exige le code électoral »*. Des accusations similaires relatives à l'absence d'exigences sur la vérification des signatures ont été formulées dans plusieurs États à travers le pays. En Arizona, un juge a décidé le 30 novembre que le parti républicain de l'État pouvait examiner un échantillon d'enveloppes contenant des bulletins de vote envoyés par la poste. Des demandes similaires en Géorgie ont été rejetées jusqu'à présent.

VOTES EXPRIMÉS PAR DES PERSONNES QUI ONT DÉMÉNAGÉ HORS DE L'ÉTAT

En comparant des données à celles de la base de données nationale sur les changements d'adresse, l'analyste Matt Braynard et son équipe ont identifié des centaines de milliers de personnes réparties dans six États en lice (Pennsylvanie, Géorgie, Michigan, Wisconsin, Arizona et Nevada) qui avaient déménagé dans un autre État tout en ayant droit à leur vote dans l'État qu'ils avaient quitté. La Géorgie, par exemple, a enregistré 138.221 personnes de ce type.

BOÎTES POSTALES ENREGISTRÉES COMME ADRESSES DE RÉSIDENCE

L'équipe de Matt Braynard a identifié, sur la base des données d'inscription des électeurs, des électeurs qui se sont inscrits en utilisant une boîte postale et qui ont tenté de faire passer le numéro de la boîte postale comme un numéro d'appartement ou de chambre. Rien qu'en Géorgie, l'équipe de Matt Braynard a identifié un millier de ces personnes.

TAUX DE REJET DES BULLETINS EXCEPTIONNELLEMENT BAS

Une déclaration sous serment de Benjamin Overholt, expert en statistiques appliquées et en méthodes de recherche à l'Université du Colorado du Nord, note qu'il y a eu un taux de rejet de 0,15 % lors de l'élection générale de 2020, comparé à un taux de rejet de 0,28 % lors de l'élection générale de 2016, de 0,20 % lors de l'élection générale de 2018 et de 0,28 % lors des primaires de 2020.

SYSTÈMES DE VOTE ÉLECTRONIQUE

FACILEMENT MANIPULABLES

Alex Halderman, professeur d'informatique à l'université du Michigan, a témoigné devant la commission sénatoriale du renseignement en juin 2017 sur *« la facilité avec laquelle les machines de vote informatisées peuvent être manipulées »*. M. Halderman a déclaré que dans le cadre de ses recherches, lui et son équipe ont découvert qu'ils *« pouvaient reprogrammer les machines pour faire gagner de manière invisible n'importe quel candidat »*.

LIENS AVEC LE VENEZUELA

L'un des distributeurs de machines à voter utilisées aux États-Unis, Smartmatic, était depuis 2005 «détenu par des investisseurs vénézuéliens», selon le Wall Street Journal. Selon le New York Times, en 2006, la société était *« liée au gouvernement vénézuélien socialiste du président Hugo Chavez »*. On ignore qui est propriétaire de Smartmatic à l'heure actuelle ; la société elle-même reste mystérieuse quant à son propriétaire, se bornant à déclarer qu'elle est *« détenue par des intérêts privés »*.

VULNÉRABILITÉS INTÉGRÉES

Les machines de vote produites par Dominion disposent de réglages intégrés qui permettent de les modifier manuellement. Les options incluent l'attribution de poids différents pour les votes attribuables aux différents candidats. Le système permet également de scanner plusieurs fois des bulletins de vote et de supprimer des résultats de vote. Ces fonctions rendent le système vulnérable aux manipulations. *« En examinant les éléments du système, nous avons identifié près d'une douzaine de moyens que vous pourriez utiliser pour réaliser ou interdire des manipulations sur les résultats des votes »*, a déclaré le colonel Phil Waldron, expert en cyber-sécurité, devant les législateurs de l'Arizona le 30 novembre.

PAS DE CONTRÔLE DES EMPLOYÉS

Selon une déclaration sous serment rédigée par un expert en cybersécurité de Géorgie, le personnel de Dominion était le seul à connaître le fonctionnement du serveur Dominion et à y avoir accès. Selon l'expert, cette situation était *« très inhabituelle selon son expérience et très préoccupante du point de vue de la sécurité et des conflits d'intérêts »*. Selon lui, les employés de Dominion avaient apparemment un *« accès complet »* au système informatique.

SERVEURS NON RENFORCÉS ?

Les ordinateurs Dell qui font tourner le serveur Dominion ne semblent pas avoir été *« renforcés »* - le processus qui consiste à *« sécuriser un système en réduisant sa surface de vulnérabilité »* - selon un cyber-expert qui a assisté au déroulement du vote lors des primaires en Géorgie. L'expert a déclaré qu'il trouvait *« inacceptable qu'un serveur EMS n'ait pas été renforcé avant son installation »*.

RISQUE DE PIRATAGE

Un cyber-expert géorgien a déclaré avoir remarqué que les ordinateurs utilisés pour traiter les bulletins de vote en Géorgie pendant les primaires semblaient être équipés de *« logiciels de gestion pour les particuliers et les petites entreprises »*. *« L'une des premières procédures de sécurisation est la suppression de tous les logiciels indésirables, et la suppression des icônes de jeux et des jeux associés »*, a déclaré l'expert.

SYSTÈME D'EXPLOITATION OBSOLÈTE

Un cyber-expert qui a observé les primaires en Géorgie a déclaré que le système Windows de l'ordinateur principal situé dans le rack connecté au système de vote Dominion *« n'a pas été mis à jour depuis 4 ans et présente de nombreuses vulnérabilités notoires et connues du public »*. L'expert a souligné que le serveur semblait être une *« opération ad hoc sans aucune procédure normalisée »*.

PROCESSUS DE CERTIFICATION INTERROMPU

La Commission fédérale d'assistance électorale (EAC) est responsable de la certification de toutes les machines de vote utilisées aux États-Unis. Cependant, cette agence est si petite qu'en 2017, les sénateurs lui ont envoyé une lettre pour lui faire part de leurs inquiétudes quant au fait qu'elle *« n'emploie qu'un seul membre du personnel à temps plein, chargé de superviser le processus de certification »*. L'agence ne compte que sur deux petites entreprises pour effectuer les tests.

CLÉS USB CONNECTÉES AUX MACHINES

Un observateur de scrutin du comté du Delaware en Pennsylvanie, Greg Stenstrom, a déclaré qu'il avait *« personnellement observé à plusieurs reprises le chargement de clés USB sur les machines de vote par le superviseur des machines de vote »*. Lors d'une audience organisée le 25 novembre, M. Stenstrom a déclaré aux législateurs de Pennsylvanie que cette personne *« ne pouvait pas être observée »* et *« ne faisait pas partie intégrante des opérations »* d'après ce qu'il a pu voir. Selon M. Stenstrom, le superviseur *« marchait sur les lieux avec des petits sacs »* et il l'a vu connecter ces clés USB dans des machines au moins 24 fois.

CONNECTÉES À INTERNET

Une employée contractuelle de Dominion Voting Systems, qui travaillait au centre TCF dans le Michigan, et un ancien sénateur de l'État qui était candidat aux élections ont tous deux reconnu dans des déclarations sous serment que les machines à voter utilisées lors de l'élection du 3 novembre étaient connectées au réseau Internet. Dominion a nié que ses machines aient été connectées à Internet.